

Auto-évaluation

Notice environnementale

Serre agricole photovoltaïque

Michael Morisset - EARL de Roudayre - *Mars 2026*

SOMMAIRE

I. Cadre réglementaire....3
1.1 Application de l'article R.122-2 du code de l'environnement....3
1.2 Application des articles R.214 du code de l'environnement (IOTA)....4
II. Description du projet....4
2.1 Introduction....4
2.2 Objectif du projet :....6
2.3 Localisation du projet....7
2.4 Descriptif technique du projet....11
2.4.1 La Serre asymétrique....11
2.4.2 Installation techniques annexes....12
3. URBANISME ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES....12
3.1 Compatibilité avec les documents d'urbanisme....12
3.1.1 SRADDET Nouvelle-Aquitaine....12
3.1.2 Compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)....13
3.2 Risques naturels et technologiques....14
Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles....15
3.2.1 Plan de prévention du risque inondation (PPRi)....16
3.2.2 Risque de remontée de nappes....17
3.2.3 Servitudes d'utilité publique (SUP) intégrées au PLUi....18
4.3 Raccordement au réseau électrique....19
3. Contexte Environnemental....20
3.1 Hydrographie....20
3.2 Milieu écologique....20
3.2.1 ZNIEFF....21
3.2.2 Zones humides....23
3.2.3 Zones Natura 2000....23
4.2.4 Arrêté préfectoral de protection biotope....24
4.3 Réseau écologique....25
4.3.1 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)....25
4.3.2 Réseau TVB – SCOT....26
A ce jour, le territoire de la Communauté de Communes Lot-et-Tolzac n'est pas couvert par un Schéma de Cohérence Territorial applicable (SCoT)....26
4.4 Synthèse des enjeux environnementaux sur les terrains du projet....26

5. ENJEUX PAYSAGERS..... 26
5.1 Contexte général..... 26
5.1.1 Unités paysagères..... 26
5.1.2 Contexte patrimonial..... 27
5.2 Environnement humain..... 27
5.2.1 Description du site et voisinage..... 27
5.3 Perceptions du projet..... 28
5.3.1 Voies de communication..... 28
5.3.2 Habitats riverains..... 29
5.4 Synthèses des sensibilités paysagères..... 30
5.4.1 Mesures de réduction et d'accompagnement..... 31
6. SYNTHESE DES ENJEUX, IMPACTS DU PROJET ET MESURES ASSOCIEES..... 33

I. Cadre réglementaire

1.1 Application de l'article R.122-2 du code de l'environnement

Conformément aux dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement, les projets de travaux, de constructions ainsi que les installations destinées à la production d'électricité à partir de l'énergie solaire sont soumis à évaluation environnementale. Cette évaluation peut être requise soit de manière automatique, soit à l'issue d'un examen au cas par cas, selon les critères définis dans le tableau annexé audit article.

Le projet photovoltaïque relève, au regard de ce tableau, de la rubrique suivante :

N° de catégorie	Projets soumis à examen au cas par cas	Caractéristiques du projet	Application au projet
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc	Le projet prévoit la création d'une serre agricole avec installation des panneaux photovoltaïque en toiture. La puissance installée est supérieure à 300 kWc.	Non soumis à examen au cas par cas
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m2 ;	Le projet prévoit la création d'un ensemble de deux serres agricole photovoltaïque d'une surface de 22 256 m2 et 13 512 m2 soit une surface totale de 35 768 m²	Soumis à examen au cas par cas

1.2 Application des articles R.214 du code de l'environnement (IOTA)

Lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur l'eau et les milieux aquatiques, les installations sont soumises à un régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur l'eau. À ce titre, elles doivent être accompagnées d'une évaluation des incidences correspondantes.

Le projet relève de la rubrique suivante :

Rubrique	Sujets	Caractéristiques du projet	Application au projet
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) **2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)**	Le projet prévoit la création d'un ensemble de deux serres agricole photovoltaïque d'une surface de 22 256 m2 et 13 512 m2 soit une surface totale de **3,6 ha**	Projet soumis à déclaration

Le projet de serre agricole photovoltaïque est soumis à une procédure de déclaration Loi sur l'Eau au titre de la rubrique 2.1.5.0.
Un dossier loi sur l'eau sera réalisé par un bureau d'étude spécialisé et transmis aux services concernés pour instruction.

II. Description du projet

2.1 Introduction

La présente demande d'examen au cas par cas concerne un projet de serres agricoles photovoltaïque destinée à la production de fruits et légumes de saison.

Le projet prévoit la création d'un ensemble de deux serres agricole photovoltaïque d'une surface de 22 256 m2 et 13 512 m2 soit une surface totale de 35 768 m²

Le projet est porté par Monsieur Michael Morisset, exploitant de l'EARL de Roudayre.

L'exploitation agricole de la famille Morisset s'inscrit dans une trajectoire de long terme, construite par étapes successives et profondément ancrée dans une histoire familiale.

Elle voit le jour en **1982** avec la création du **GAEC de Roudayre**, porté par les parents Morisset. D'abord organisée en métayage, l'exploitation évolue progressivement vers la propriété foncière, atteignant alors environ **30 hectares**, posant les fondations économiques et agricoles du projet.

En **1999**, à la suite du retrait de la grand-mère, la structure juridique évolue vers une **EARL**, avec les deux parents comme associés. Cette période est marquée par une poursuite de l'accumulation foncière et par une modernisation graduelle des installations, accompagnant l'augmentation des volumes et la diversification des productions.

Une étape décisive intervient en **2009** avec l'installation de **Mickaël Morisset**, qui devient associé majoritaire à hauteur d'environ **60 %**, tandis que ses parents demeurent associés non exploitants. Cette organisation permet une transmission progressive des responsabilités, tout en assurant la continuité de l'exploitation. En **2025**, l'entrée de son épouse comme **associée non exploitante à hauteur de 40 %** vient consolider l'équilibre juridique et patrimonial de la structure.

Aujourd'hui, l'exploitation repose sur une organisation humaine dimensionnée pour répondre aux exigences d'un système de production intensif et diversifié. Autour de **1 associé exploitant**, l'activité s'appuie sur **1 salarié en CDI**, complété par **environ 2 CDI réguliers**. Cette équipe permanente est renforcée par une main-d'œuvre saisonnière significative, avec **environ 9 saisonniers mobilisés sur 6 mois** et **environ 4 saisonniers sur 5 mois**, traduisant une adaptation constante aux pics d'activité propres au maraîchage.

La **Surface Agricole Utile** atteint aujourd'hui environ **44 hectares**. L'assolement se structure autour de **10 ha de blé**, **10 ha de tournesol** et **10 ha de sorgho**, tandis que **environ 3 hectares de serres maraîchères** concentrent une production légumière à forte valeur ajoutée. Les surfaces restantes sont consacrées à des rotations maraîchères en plein champ, intégrant notamment salades, épinards, choux et brocolis.

La gestion de l'eau constitue un pilier essentiel du fonctionnement de l'exploitation. La quasi-totalité des surfaces maraîchères est irriguée, grâce à **deux retenues d'eau** d'une capacité d'environ **15 000 m³** et **10 000 m³**, soit un volume total proche de **25 000 m³**. Sous serres, les fraises, cultivées sur **1 hectare**, bénéficient d'une irrigation en **goutte-à-goutte**, classique ou auto-régulante, tandis que les autres cultures sont majoritairement irriguées par aspersion. Les grandes cultures, quant à elles, ne font pas l'objet d'une irrigation déclarée en plein champ. Cette organisation permet une gestion maîtrisée de la ressource, les surfaces

couvertes n'impliquant pas nécessairement une augmentation des consommations en eau lorsque les pratiques sont adaptées.

Les infrastructures agricoles reposent sur des bâtiments construits en **1987–1988**, représentant environ **1 500 m² de hangars**. Ces espaces accueillent les fonctions de stockage, de conditionnement, une zone de lavage des oignons, le stockage des engrais, ainsi que des équipements de conservation, comprenant des **chambres froides d'environ 60 m²** et des **caisses frigorifiques d'environ 20 m²**.

Le parc matériel comprend **6 tracteurs**, dont **1 de forte puissance**, **2 dédiés au travail sous serres**, et **2 destinés au travail en plein champ**, complétés par **1 chariot élévateur** et du matériel spécifique au maraîchage, notamment buteuse et dérouleuse. L'exploitation ne dispose pas de moissonneuse-batteuse, les récoltes des grandes cultures étant réalisées par prestation extérieure, traduisant un choix d'optimisation des investissements.

Enfin, la diversité des productions constitue un élément structurant du modèle économique. Les **cultures sous serres**, couvrant environ **3 hectares**, comprennent tomates, aubergines, poivrons, courgettes, oignons blancs et fraises. En plein champ, l'exploitation produit asperges vertes, salades, épinards, choux, brocolis, haricots beurre et radis. Les **grandes cultures** de blé, tournesol et sorgho complètent cet ensemble, jouant un rôle à la fois agronomique et économique. Cette diversité permet de sécuriser les débouchés, notamment via la vente directe et les circuits de proximité, tout en renforçant la résilience globale de l'exploitation.

2.2 Objectif du projet :

Le projet a pour objectif principal de contribuer à la **pérennisation** de l'exploitation agricole et de lui offrir la **capacité à sécuriser ses revenus en offrant des conditions de culture optimums (contrôle de la température,n de l'hygrométrie, absence de vents, pluie, grêle, limitation des bactéries et ravageurs, etc…)**

L'exploitation est située au sein d'un couloir de grêle identifié, ayant déjà occasionné par le passé des dommages significatifs sur les productions agricoles (la dernière datant de 2025).

La mise en place d'une serre constitue ainsi un outil de **protection efficace contre les aléas climatiques**, en particulier les épisodes de grêle et de vents, dont la fréquence et l'intensité tendent à s'accentuer et qui génèrent des arrachages de bâches plastiques importants.

Ce projet présente par ailleurs un intérêt stratégique pour l'exploitant en permettant de renforcer et de **moderniser les outils** de production. Disposant déjà d'une serre et exerçant une activité de maraîchage, l'exploitant souhaite se doter de nouvelles surfaces de serres afin de diversifier ses activités agricoles, d'intégrer de nouvelles cultures et de développer de nouveaux débouchés commerciaux. Cette diversification contribue à la sécurisation économique de l'exploitation et à une meilleure résilience face aux aléas économiques et climatiques.

La culture sous serre permet également d'orienter l'exploitation vers des pratiques agricoles plus durables, notamment par la **réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires** et par une **diminution de la consommation d'eau** (grâce à une réduction de l'évapo-transpiration). Ces objectifs sont rendus possibles par une meilleure maîtrise des conditions de production, par l'étalement des périodes culturales et par la diversification des assolements.

L'intégration de panneaux photovoltaïques en toiture permet de **limiter l'investissement financier** qu'aurait nécessité la construction d'une serre agricole conventionnelle. À ce titre, la production d'énergie photovoltaïque constitue un levier de soutien à l'économie agricole, facilitant l'investissement, la sécurisation de l'exploitation et le développement de nouveaux projets culturaux.

La serre agricole photovoltaïque sera construite par une société de développement photovoltaïque qui aura en charge la gestion de l'équipement photovoltaïque.

Cet équipement innovant est conçu de manière à intégrer les panneaux photovoltaïques en toiture tout en garantissant une **efficience agricole optimale**, notamment en matière de luminosité, de ventilation, de volume d'air et de régulation climatique.

Ainsi, la mise en œuvre de ce projet de nouvelle production permettra à l'exploitation :

- ➔ de disposer d'un dispositif de protection adapté aux cultures de légumineuses ;
- ➔ de réduire le recours aux produits phytosanitaires au sein de l'exploitation ;
- ➔ d'assurer une protection efficace des cultures contre les intempéries et les événements climatiques dont la fréquence et l'intensité tendent à s'accroître ;
- ➔ de limiter les impacts des aléas climatiques, du stress hydrique et des maladies grâce à la maîtrise des conditions climatiques, rendue possible par un système automatisé de pilotage des ouvrants de la serre ;
- ➔ de diminuer la consommation d'eau par la diversification des productions agricoles ;
- ➔ d'améliorer et de faciliter les conditions de travail des salariés agricoles ;
- ➔ de valoriser, d'exploiter et de préserver des terres agricoles présentant des contrainte d'exploitation, notamment en période pluvieuse.

Enfin, un suivi cultural sera mis en place sur une durée de vingt ans afin d'évaluer la performance et la réussite du projet agricole. Ce suivi sera assuré par un organisme technique professionnel compétent, tel que la chambre d'agriculture ou tout autre organisme habilité.

Pour davantage de précisions relatives à l'activité agricole et au projet de production envisagé sous la serre, une notice agricole spécifique est jointe au dossier de demande d'examen au cas par cas.

2.3 Localisation du projet

Le projet se situe sur le territoire de la commune de Laparade (47260), sur les parcelles cadastrées suivantes :

Section	Référence cadastrale	Contenance (m²)	Adresse	Commune	Code Postal
AD	27	13814	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	129	3102	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	130	5400	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	131	13821	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	132	6575	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	134	2886	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	135	1783	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	136	11050	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	366	3474	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	367	958	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	368	2181	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	369	1864	Bois de Gorce	LAPARADE	47260
AD	560	105654	Capots	LAPARADE	47260
TOTAL		**172562**			

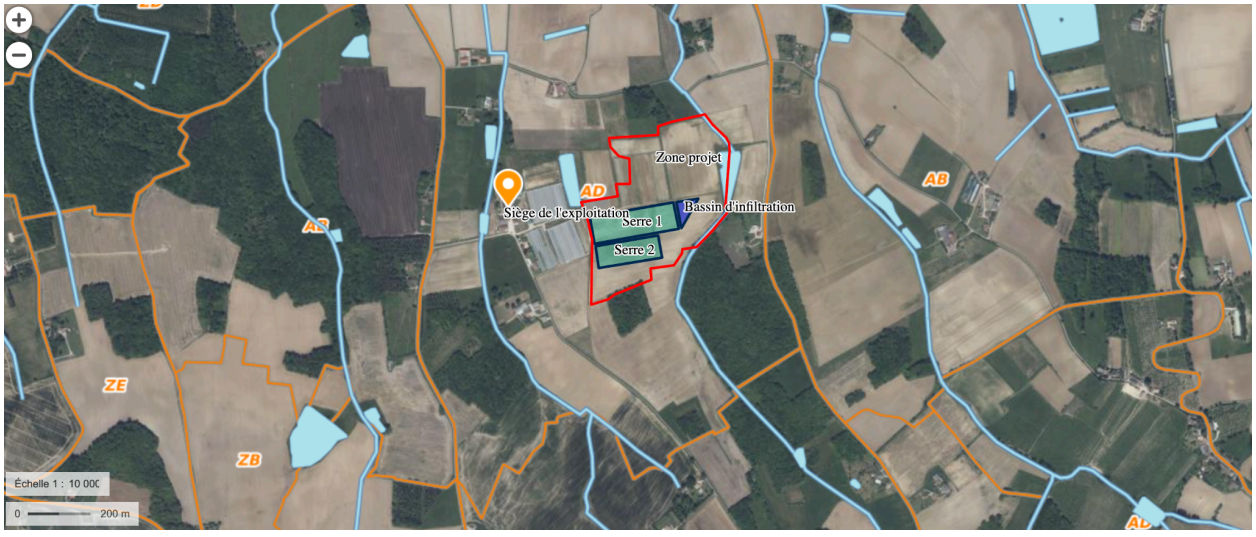
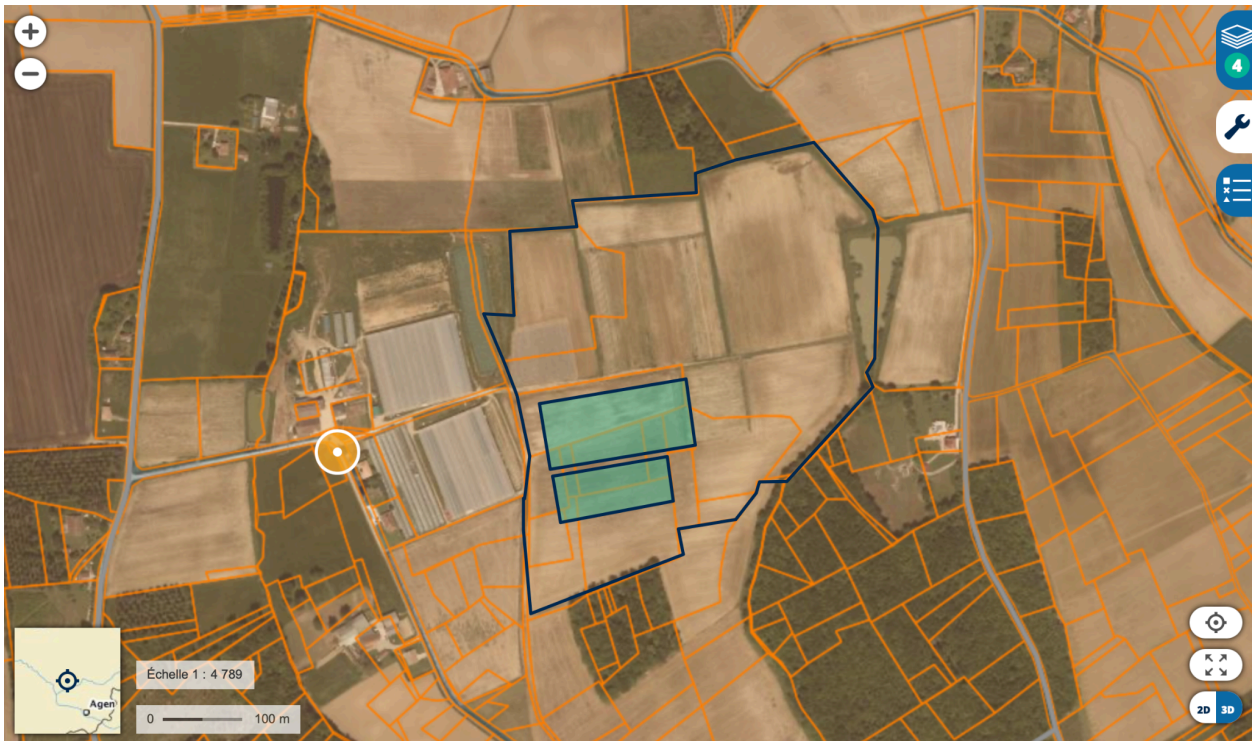


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude du projet (Echelle 1/10 000)



emprise du projet

parcelle du projet

Figure 2 : Localisation du projet et des parcelles support du projet

Les parcelles cadastrales du projet font l'objet d'une exploitation agricole qui a pu varier au cours des années comme le montre les déclarations PAC. Ci-dessous les dernières déclarations connues sur les 3 dernières années : 2024, 2023 et 2022.

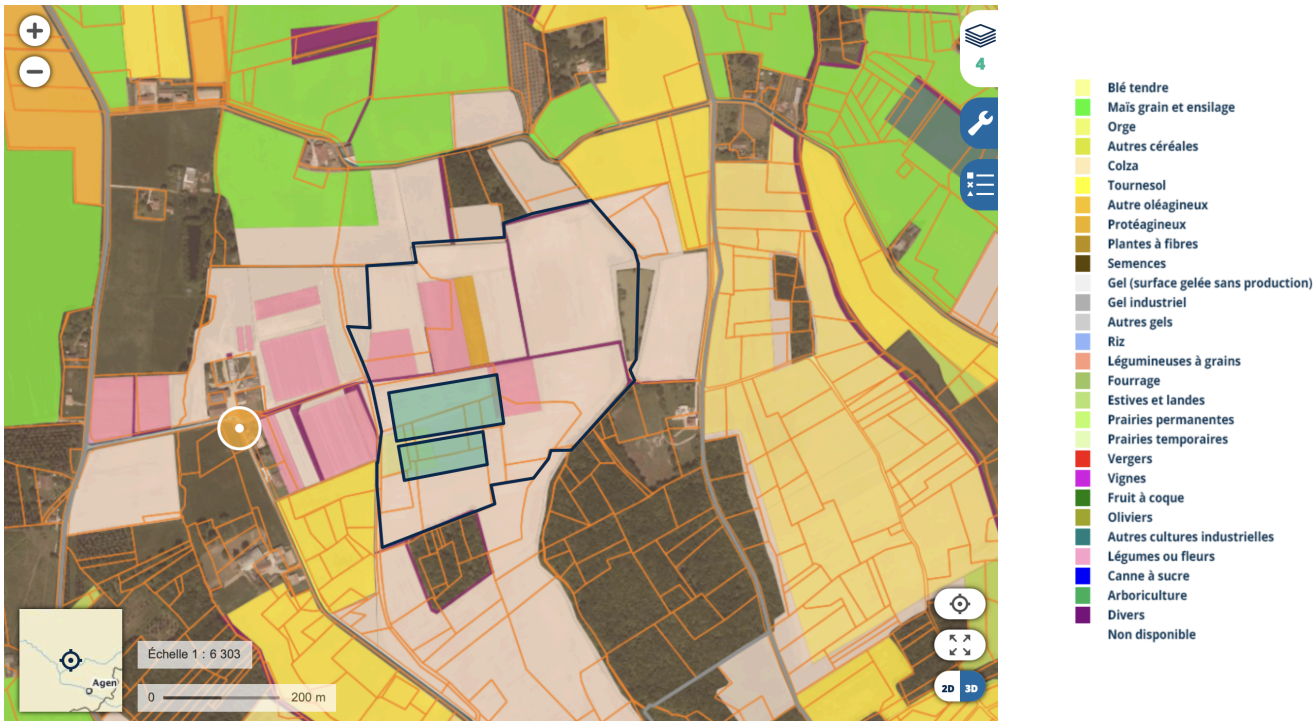


Figure 3 : Registre parcellaire de 2024 sur les parcelles concernées

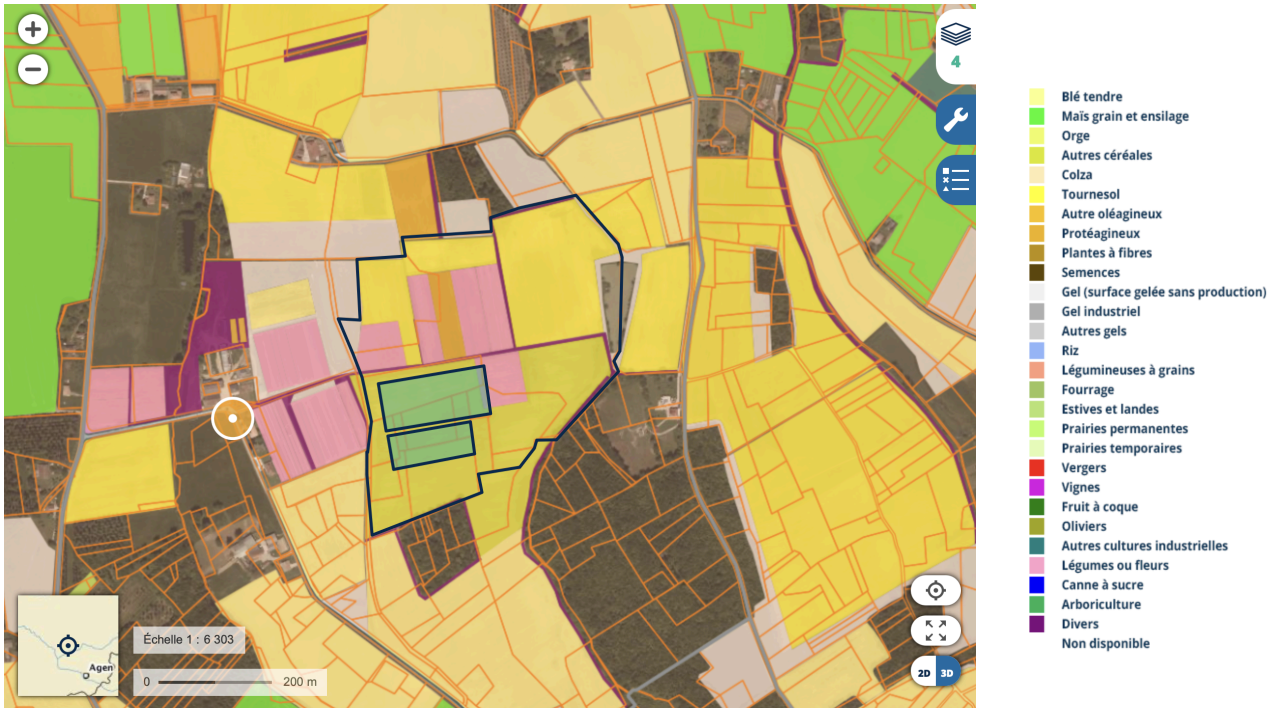


Figure 4 : Registre parcellaire de 2023 sur les parcelles concernées

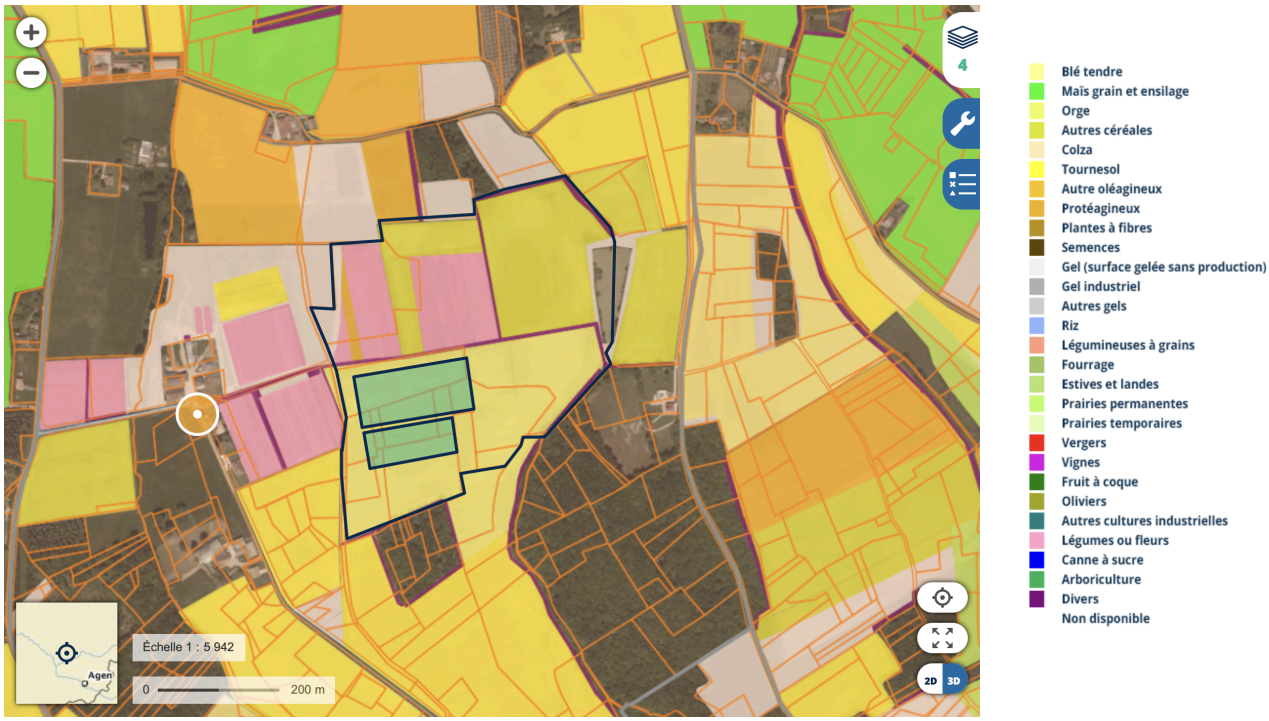


Figure 5 : Registre parcellaire de 2022 sur les parcelles concernées

2.4 Descriptif technique du projet

2.4.1 La Serre asymétrique

La serre asymétrique est un modèle d'outil de production performant et innovant, reconnu pour son potentiel agronomique.

L'asymétrie permet de faire entrer un maximum de lumière malgré la présence de panneaux photovoltaïques sur une partie de la toiture.

L'efficacité de l'aération/ventilation de l'outil permet également de conserver des températures optimales pour toutes les cultures maraîchères et arboricoles.

Ainsi, toutes les productions maraichères et horticoles, mais aussi les productions fruitières pourront être cultivées sous ce type de serre, à l'abri des ravageurs et aléas climatiques.

Les serres sont destinées à des cultures dont le calendrier potentiel s'étale sur l'ensemble de l'année en fonction des cultures choisies par l'agriculteur. Elles constituent un abri contre les intempéries et les ravageurs. Ce sont des serres dites « froides » puisqu'elles sont dénuées de tout dispositif de chauffage.

Cependant l'exploitant agricole adaptera la serre comme il l'entend de manière à ce qu'elle intègre tous les équipements nécessaires à la bonne conduite de ses cultures (chauffage,

brasseurs d'aires, brumisation, éclairage, injection de CO2, etc)

L'ossature des serres est en acier galvanisé et la toiture est composée de verre à haute transmission lumineuse et de panneaux photovoltaïques. La hauteur du faîtage envisagée pour la serre atteindra environ 7 mètres.

La construction peut être divisée en deux parties :

- La toiture : avec les parties supérieures des pans sud équipées de panneaux photovoltaïques et les parties inférieures composées de verre haute transparence pour un meilleur potentiel lumineux. Les pans nord équipés en verre servent d'ouvrants de ventilation.
- Les parois latérales qui seront composées de verre ou de plastique enroulable permettant le libre passage de l'eau si le cadre réglementaire (PPRI) l'exige.

2.4.2 Installation techniques annexes

Le fonctionnement de la centrale photovoltaïque nécessite la mise en place d'installations techniques annexes :

- poste de transformation en limite de la serre ;
- local onduleurs à l'extérieur de la serre agricole ;
- poste de livraison en limite de propriété : installations de connexion avec le réseau électrique public et protections de découplage ;
- citerne souple pour la sécurité incendie.

3. URBANISME ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES

3.1 Compatibilité avec les documents d'urbanisme

3.1.1 SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2020 et modifié le 18 juin 2024, fixe notamment, au travers de son objectif 2.3, la nécessité d'accélérer

la transition énergétique afin de permettre à la région d'atteindre un statut de région à énergie positive à l'horizon 2050. Dans ce cadre, le développement de la filière solaire photovoltaïque constitue l'un des leviers identifiés pour l'atteinte de ces objectifs, avec une production régionale ciblée de 9 700 GWh à l'horizon 2030 et de 14 300 GWh à l'horizon 2050, contre environ 5 200 GWh en 2023.

Parallèlement, le SRADDET affirme la volonté régionale de préserver les espaces agricoles, notamment par la limitation de la consommation foncière et la protection durable des terres à vocation agricole.

À ce titre, le projet de serre agricole photovoltaïque porté par l'exploitant agricole s'inscrit en cohérence avec les orientations du SRADDET de Nouvelle-Aquitaine, en conciliant développement des énergies renouvelables et maintien et développement de l'usage agricole des sols.

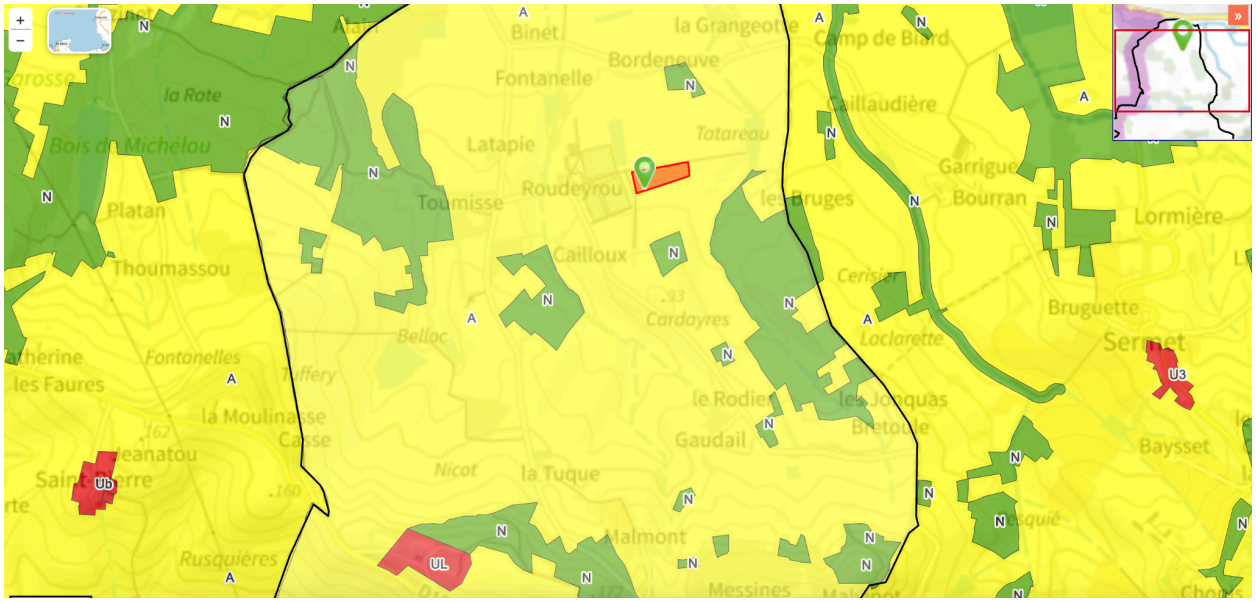
3.1.2 Compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Le site du projet est situé sur la commune de **Laparade**, en **zone A** du **Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Lot-et-Tolzac** en vigueur, dont la dernière procédure a été approuvée le 11/12/2025; zone destinée à la protection des espaces agricoles et à l'exercice des activités agricoles. Conformément au règlement applicable à cette zone, sont **autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et au maintien de l'activité agricole** sur le site.

Le projet de serre agricole photovoltaïque constitue un équipement directement lié à l'activité agricole de l'exploitation. Il est destiné à la production agricole et contribue au maintien, à la sécurisation et au développement de l'exploitation, sans modification de la vocation agricole des sols. L'intégration de panneaux photovoltaïques en toiture de la serre n'altère pas l'usage principal du terrain, lequel demeure exclusivement agricole, la production d'énergie constituant un usage accessoire et indissociable de l'outil de production agricole.

Le projet ne génère pas de consommation d'espaces agricoles supplémentaires et ne conduit pas à une artificialisation incompatible avec les objectifs de protection du foncier agricole poursuivis par le PLUi. Il s'inscrit ainsi dans le respect des dispositions réglementaires applicables à la zone A du PLUi Lot-et-Tolzac.

⇒ **En conséquence, le projet de serre agricole photovoltaïque est totalement compatible avec le PLUi en vigueur.**



Zone A (Agricole)

Figure 6 : Cartographie du Plan local d'Urbanisme

3.2 Risques naturels et technologiques

D'après le site Géorisques, le site ou la commune d'implantation du projet sont concernés par les risques naturels suivants :

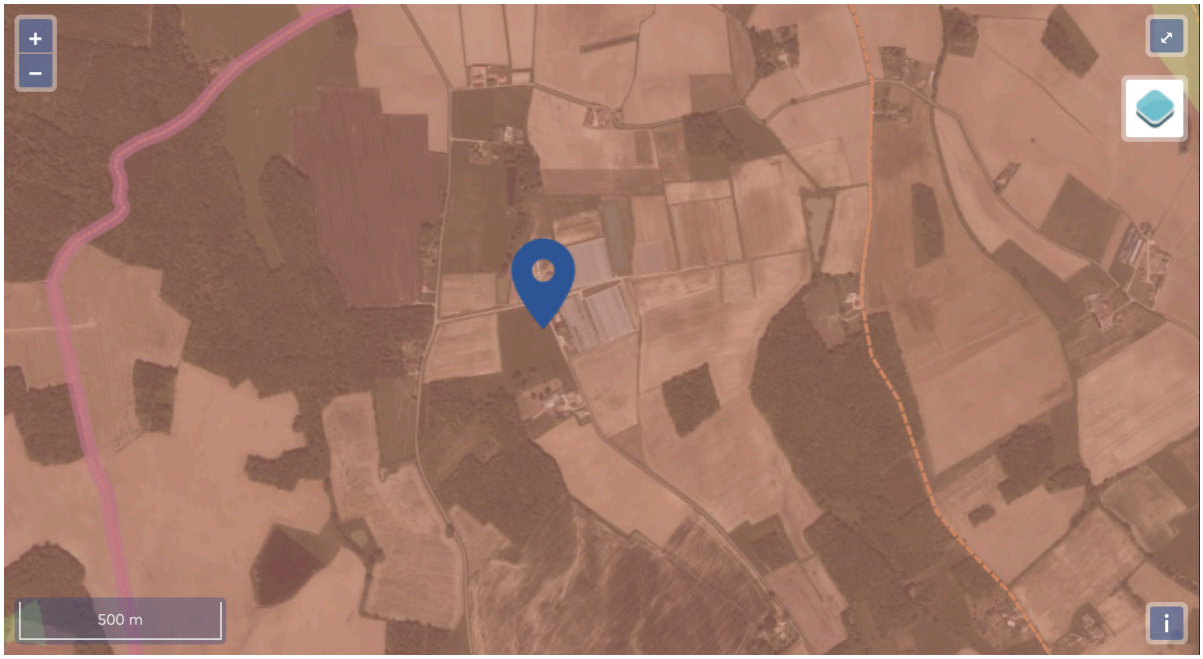
	Sur la commune	**Sur les parcelles projet**
Risques naturels		
Inondation	Existant	Non existant
Remontée de nappes	Existant	Zone potentiellement sujette à inondations de caves Fiabilité faible
Séisme	Faible	Faible
Mouvements de terrain	Existant : PPR Argile	Existant : PPR Argile
Retrait gonflement des	Important	Important

argiles		
Radon	Faible	Faible
Risques technologiques		
ICPE	Concerné	Non concerné
Rupture de barrage	Concerné	Inconnu

Le risque de retrait gonflement lié aux phénomènes argileux sera pris en compte dans le projet.

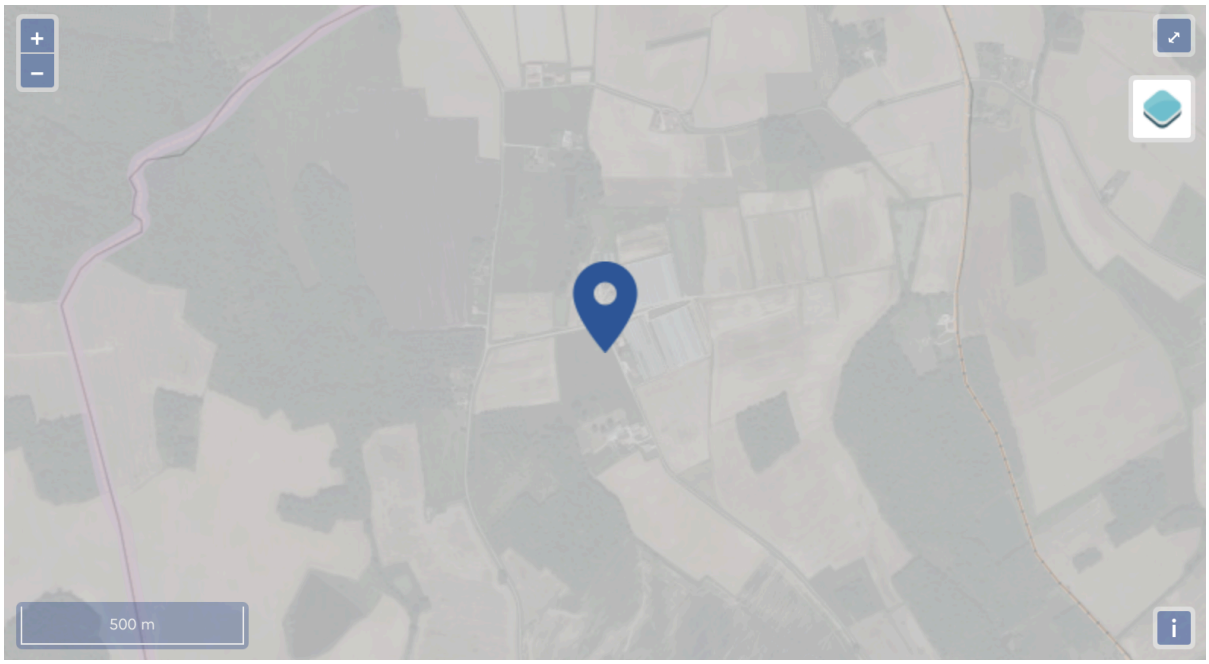
A ce titre, des **études de sols** (G2) seront réalisées avant le commencement des travaux.

Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles



Niveau d'exposition au retrait-gonflement des argiles : Faible Modéré Important

Figure 7 : Cartographie du niveau de risque lié au retrait gonflement des argiles



Zone sismicité:

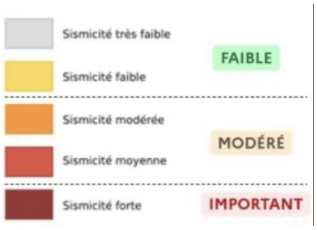


Figure 8 : Cartographie des zones de sismicité

3.2.1 Plan de prévention du risque inondation (PPRi)

La commune de Laparade est concernée par un Plan de prévention du risque inondation (PPRI) Vallée du Lot. Il a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014.

La zone d'implantation est en dehors du zonage de ce PPRI.

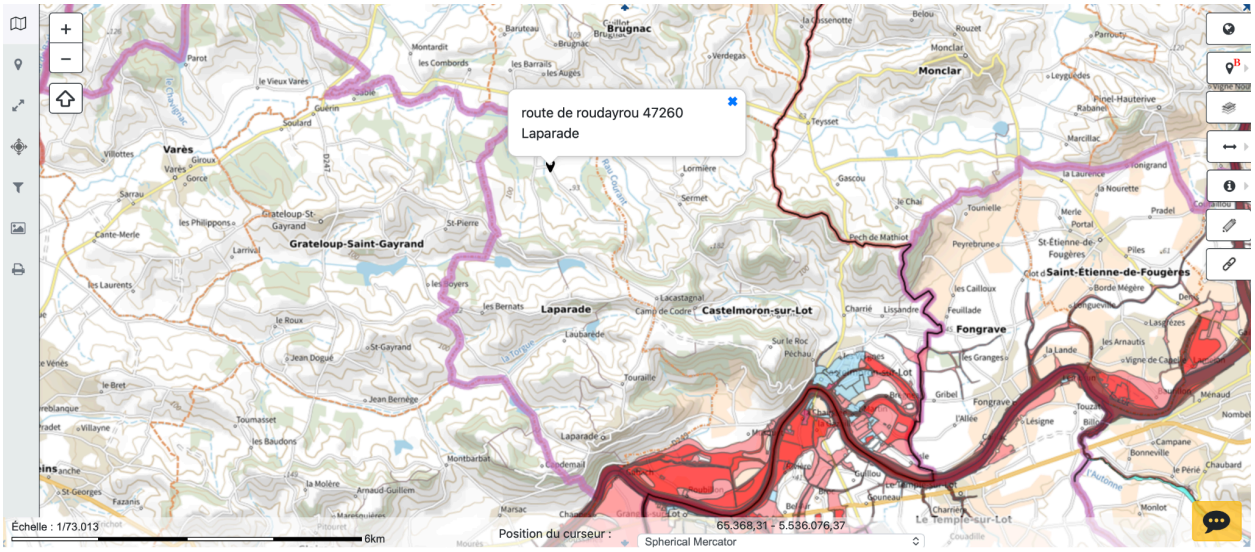


Figure 9 : Règlement graphique du PPRI Vallée du Lot sur la zone projet

⇒ Le projet n'est donc pas concerné par le Plan de prévention du risque inondation Vallée du Lot;

3.2.2 Risque de remontée de nappes

La commune de LAPARADE est concernée par le risque de remontées de nappes. Le site du projet est situé sur une zone potentiellement sujette aux inondations de cave avec une fiabilité faible mais non sujette aux débordements de nappe.



Niveau de risque remontée de nappes :



Figure 10 : Niveau de risque remontée de nappes

3.2.3 Servitudes d'utilité publique (SUP) intégrées au PLUi

Les **servitudes d'utilité publique** sont des limitations administratives au droit de propriété, qui doivent être **annexées au PLUi** en application des articles L.151-43 et R.151-51 du Code de l'urbanisme. Elles sont publiées et consultables via le **Géoportail de l'Urbanisme** ou dans les **documents annexés au PLUi**.

Pour **la zone de LAPARADE**, plusieurs catégories de servitudes peuvent être potentiellement présentes sur le territoire ou à proximité :

1. **Servitude aéronautique de dégagement (SUP T5)**
    - **Aucune servitude aéronautique de dégagement a été décelée.**

2. **Autres servitudes SUP du département**
    - aucune(s)

Aucune servitude apparente n'a été décelée et une DT/DICT sera réalisée afin de s'assurer de l'absence de servitude cachée.

La cartographie des réseaux Enedis indique la présence de lignes électriques aériennes BT et HTA à proximité du terrain et traversant les parcelles projet.

Cependant, l'implantation des serres ne nécessitera aucune modification des lignes électriques existantes.

Pour confirmer ce point, une DT-DICT sera réalisée afin de se conformer aux exigences des gestionnaires de réseau.

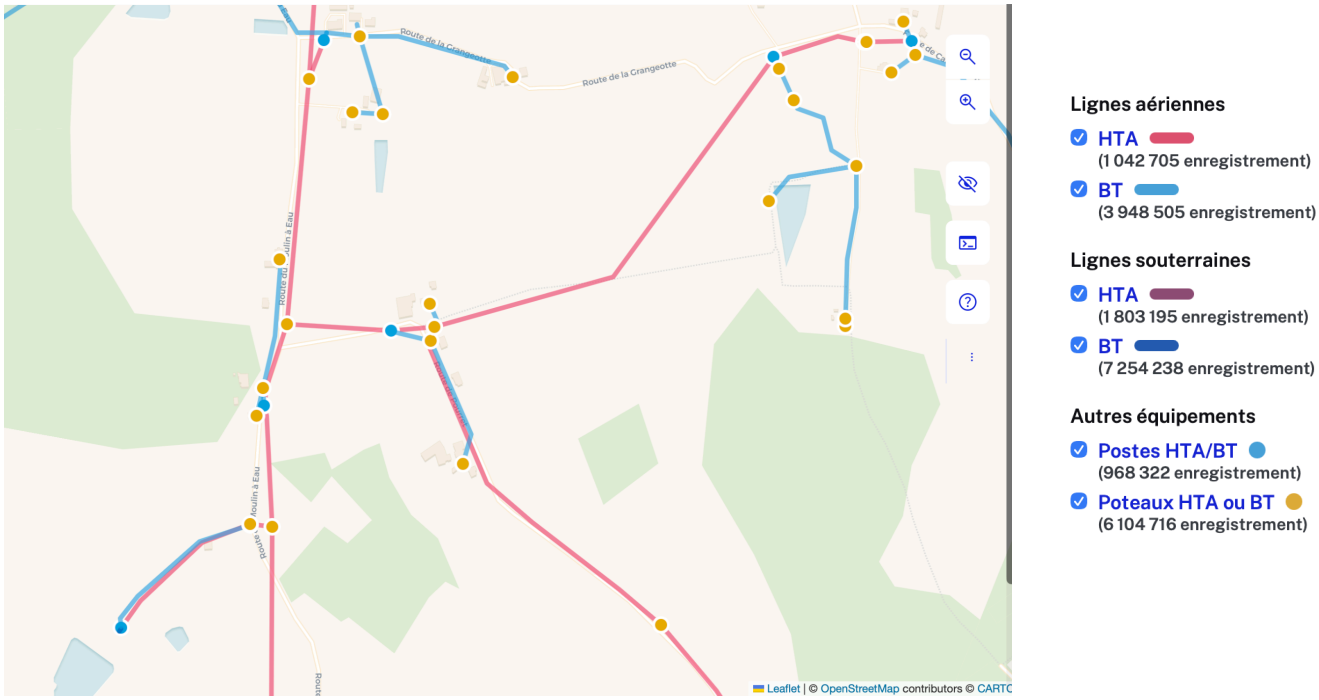


Figure 11 : Plan du réseau électrique Enedis à proximité du projet

4.3 Raccordement au réseau électrique

Une demande de PRAC (Proposition de Raccordement Avant Complétude du dossier) sera déposée auprès d'ENEDIS.

Le raccordement au réseau électrique public est pressenti en coupure d'artère sur une ligne électrique moyenne tension se situant à proximité de l'exploitation.

Pour rappel, ce raccordement reste du ressort d'Enedis. Le maître d'ouvrage ne maîtrise donc pas ces travaux (modalités, périodicité…).

En général, les réseaux électriques (propriété d'Enedis) sont enfouis le long de la voie publique afin de faciliter leur accessibilité et de limiter les demandes de droit de passage.

Les opérations de réalisation de la tranchée, de pose du câble et de remblaiement se dérouleront de façon simultanée : les trancheuses utilisées permettent de creuser et déposer le câble en fond de tranchée de façon continue et très rapide. Le remblaiement est effectué manuellement immédiatement après le passage de la machine.

L'emprise de ce chantier mobile est réduite à quelques dizaines de mètres linéaires. La longueur de câble pouvant être enfouie en une seule journée de travail est de l'ordre de 500 m.

Vis-à-vis du milieu humain, l'impact sur le voisinage restera faible.

3. Contexte Environnemental

3.1 Hydrographie

Le site d'étude n'est pas traversé par des cours d'eau.

Le ruisseau Courant se situe à 500 mètres à l'est du projet et le Tolzac se situe à 800 mètres au nord du projet.

Les eaux pluviales se déverseront dans un bassin d'infiltration dont le dimensionnement sera étudié et validé par un **bureau d'étude hydro conformément au Dossier Loi sur l'Eau** en vigueur et respectant les débits de fuite prescrits.

Aucun rejet massif ne se fera dans le milieu naturel.

⇒ Le projet n'aura donc pas d'impact sur le réseau hydrographique.



Figure 12 : Réseau hydrographique aux environs du projet (Echelle 1/10 000)

3.2 Milieu écologique

Une analyse du contexte réglementaire a été réalisée dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude du projet (Sources : DREAL Nouvelle Aquitaine, INPN, DDT 47). Tous les sites présents

dans cette zone d'étude étendue ont été recensés. L'ensemble de ces sites sont présentés dans les tableaux ci-après :

Type	**Nom Site**	**Distances par rapport au projet**
Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique de type I (ZNIEFF I)	Néant	Néant
Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique de type II (ZNIEFF II)	COTEAUX DE LA BASSE VALLÉE DU LOT - CONFLUENCE AVEC LA GARONNE Identifiant national : 720000972	1,2 kms
Zones humides	Le Tolzac	800 mètres
Zone Spéciale de Conservation Natura 2000 Directive Habitats	Néant	
Zone de Protection Spéciale Natura 2000 Directive Oiseaux	Néant	
Arrêté Préfectoral de Protection Biotope	Garonne Et Section Du Lot Identifiant national : FR3800353	5 kms

Figure 13 : Tableau des enjeux environnementaux à proximité du projet

3.2.1 ZNIEFF

Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) sont des espaces répertoriés pour la richesse de leur patrimoine naturel. Il en existe deux types :

- Les ZNIEFF de type I : secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'association d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;

- Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des possibilités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

⇒ Les parcelles constituant le site du projet ne sont pas concernées par une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique.

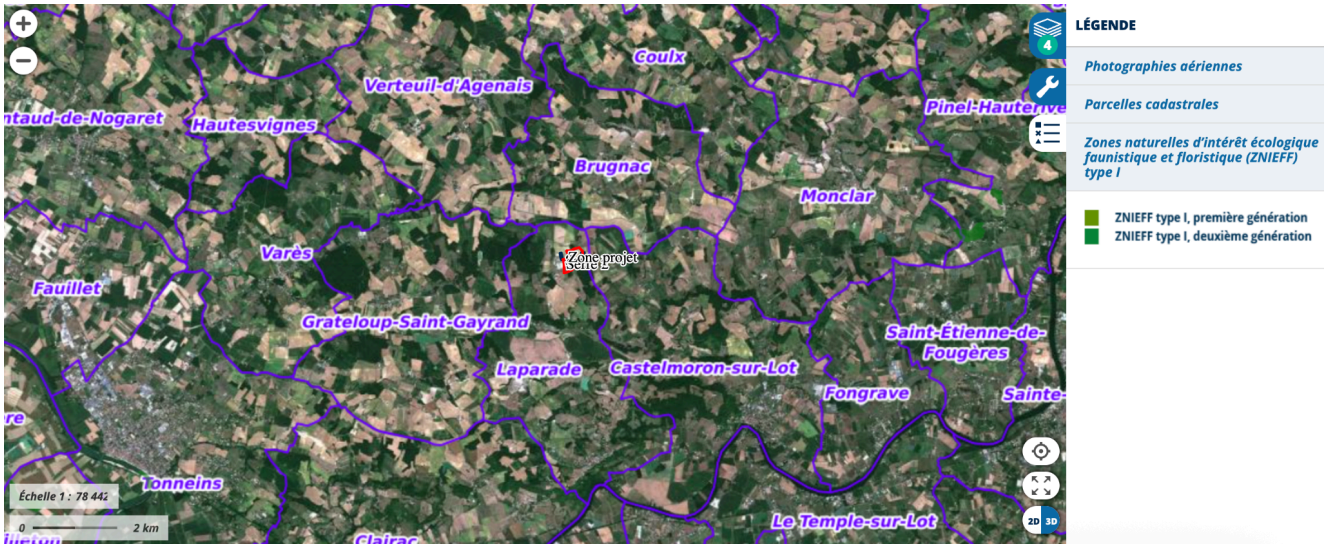


Figure 14 : Cartographie des ZNIEFF de type 1



Figure 15 : Cartographie des ZNIEFF de type 2

3.2.2 Zones humides

Les zones humides sont des milieux naturels reconnus pour leur forte attractivité écologique ainsi que pour leurs services écosystémiques (protection contre les inondations, épuration de l'eau, etc.). Ces espaces font partie des habitats naturels aux plus forts enjeux écologiques et leur protection est souvent une priorité dans les politiques publiques.

La Convention de RAMSAR sur les zones humides est un traité international adopté le 2 février 1971 pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides, qui vise à enrayer leur dégradation ou disparition, en reconnaissant leurs fonctions écologiques ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative sous la désignation de site Ramsar.

⇒ D'après la cartographie de pré localisation des zones humides, les parcelles constituant le site du projet ne sont pas concernées par les secteurs de probabilité de Zones humides.

⇒ Le terrain n'est pas situé à proximité d'un site RAMSAR

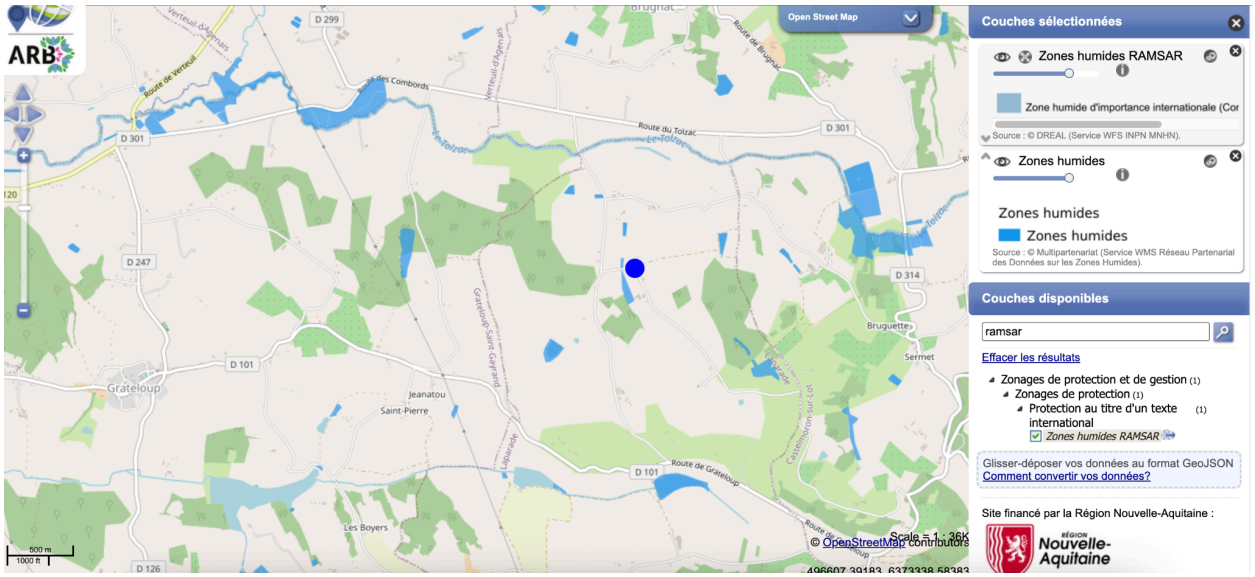


Figure 16 : Cartographie des zones humides

3.2.3 Zones Natura 2000

Natura 2000 est un réseau de sites européens désignés pour la valeur patrimoniale de leurs espèces et habitats participant à la richesse biologique du continent européen. Le réseau

contribue à l'objectif européen de « mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité » (Conseil de l'Union européenne, 30 juin 2004).

Il est mis en place en application des directives "Oiseaux" et "Habitats" au titre desquelles des Zones de Protection Spéciale (ZPS) et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sont désignées.

⇒ Le projet n'est pas compris dans un site Natura 2000.

⇒ Aucun site au titre de la Directive Oiseaux ou Habitats n'est recensé dans les 5 km autour du lieu de projet.



Figure 17 : Cartographie des sites Natura 2000 Habitats et Oiseaux

4.2.4 Arrêté préfectoral de protection biotope

⇒ Le site n'est pas concerné par un arrêté préfectoral de protection de biotope. Un arrêté préfectoral de protection biotope est en vigueur à près de 5 kilomètres du site de projet.

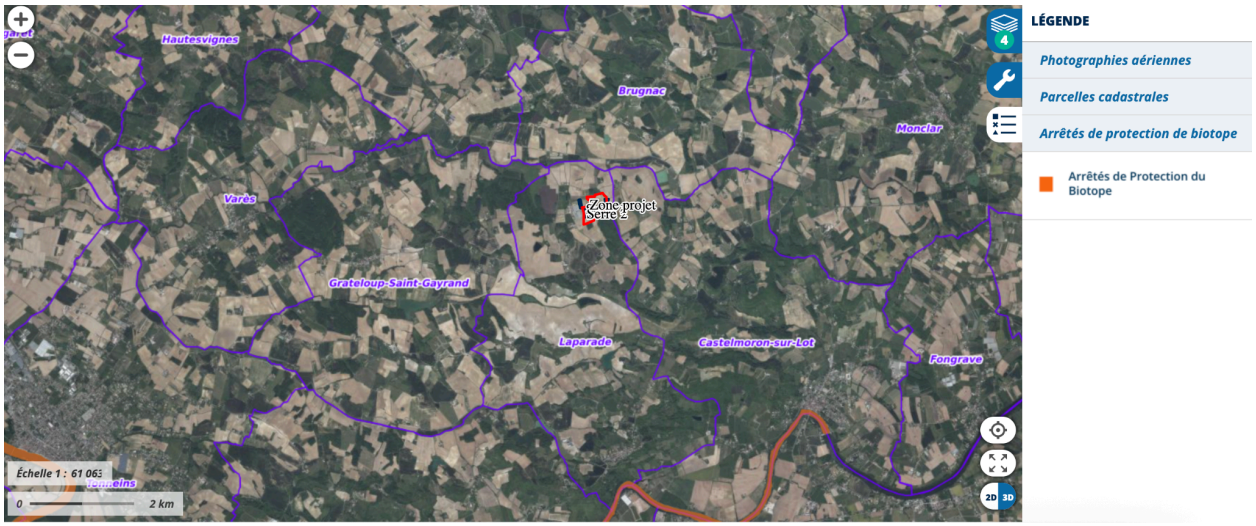


Figure 18 : Cartographie des zones d'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)

4.3 Réseau écologique

4.3.1 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

La Trame Verte et Bleue (TVB) est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) ou les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent cette compétence et, le cas échéant, celle de délimiter ou de localiser ces continuités (article R. 371-16 du code de l'environnement).

À ce titre, les documents d'urbanisme participent à l'identification de la TVB, qui est constituée de continuités écologiques comprenant des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques (article R 371-19 du Code de l'Environnement).

La zone d'étude du projet est concernée par le **SRADDET Nouvelle-Aquitaine**, approuvé par arrêté préfectoral le 27 mars 2020 et modifié le 18 novembre 2024. Le SRADDET s'appuie sur les anciens SRCE des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes et renvoie à leurs atlas pour prendre en compte la Trame verte et bleue. La zone du projet ne se situe pas dans un zonage classé au SRCE Aquitaine

⇒ Au niveau du terrain, il n'existe pas d'éléments pouvant jouer un rôle de continuité écologique liant la zone d'étude et les corridors et réservoirs visés par le SRCE.

4.3.2 Réseau TVB – SCOT

A ce jour, le territoire de la Communauté de Communes Lot-et-Tolzac n'est pas couvert par un Schéma de Cohérence Territorial applicable (SCoT).

Une zone naturelle comportant un espace boisé classé se situe au sud du projet.

Une autre zone naturelle et boisée se situe au sud est de la zone projet et sera évitée.

Le projet de serres ne s'implantera pas sur ces zones.

⇒ **Le site de projet n'interfère pas avec les corridors et réservoirs de biodiversité aux alentours.**

4.4 Synthèse des enjeux environnementaux sur les terrains du projet

Les caractéristiques du terrain d'assiette du projet sont les suivantes :

- Un terrain cultivé en agriculture conventionnelle depuis au moins 2007, date des premières déclarations PAC disponibles
- Un terrain actuellement utilisé cultures céréalières et maraîchage qui sera mieux valorisée grâce à une rotation régulière de légumes.
- Une emprise parcellaire en dehors de tout enjeux environnementaux recensés : aucun périmètre réglementaire (ZNIEFF, Natura 2000 ; arrêté préfectoral de protection biotope) à proximité ou qui pourrait être impacté par le projet.
- Le projet ne fait pas partie des trames vertes et bleues identifiées au titre des documents d'urbanisme.
- Aucun cours d'eau, ruisseau ou haie ne traverse le site
- Aucune zone humide n'est recensée sur le site de projet

Les enjeux environnementaux recensés sur le terrain du projet sont considérés comme nuls

5. ENJEUX PAYSAGERS

5.1 Contexte général

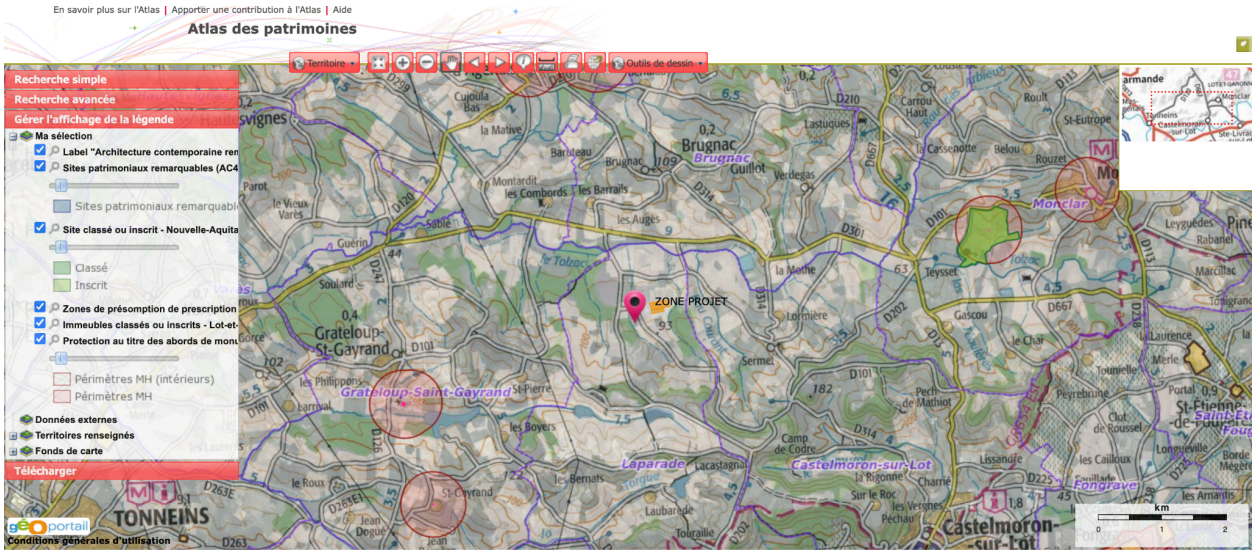
5.1.1 Unités paysagères

La commune de Laparade (47260) s'inscrit dans l'unité paysagère de la vallée moyenne du Lot, caractérisée par un relief vallonné structuré par la vallée du Lot et ses affluents. Implanté en position dominante sur un promontoire, le bourg ancien présente une forte valeur paysagère avec des vues panoramiques ouvertes sur les coteaux agricoles et les plaines alluviales. Le paysage est marqué par une mosaïque de cultures (grandes cultures, prairies), de haies bocagères résiduelles et de boisements diffus qui structurent l'espace.

L'urbanisation demeure globalement concentrée autour du village perché, avec un habitat plus diffus en périphérie, s'inscrivant dans une trame rurale à dominante agricole. L'ensemble confère au site une identité paysagère forte, liée à la topographie, aux perspectives visuelles et à la qualité patrimoniale du bourg.

5.1.2 Contexte patrimonial

⇒ **Le projet n'est concerné par aucun périmètre de protection autour de monument historique**, ni aucun site inscrit ou classé. Du fait de la présence de boisements aux alentours, de constructions, il n'y a pas d'enjeux en matière d'inter-visibilité ou de co-visibilité vis-à-vis des sites situés autour du projet avec le terrain d'implantation.



5.2 Environnement humain

5.2.1 Description du site et voisinage

La commune de Laparade (Lot-et-Garonne) compte environ 376 habitants répartis sur un territoire d'environ 16,2 km², ce qui donne une densité d'environ 23 hab./km² en zone rurale.

Le secteur concerné par le projet, situé en dehors du cœur historique, présente un environnement à dominante rurale composé de parcelles agricoles (cultures et prairies), de quelques habitations individuelles dispersées et de bâtiments agricoles. Les voies de desserte sont constituées de routes communales à faible trafic reliant le site au centre-bourg et aux communes voisines.

Le voisinage immédiat est caractérisé par une faible densité de population et une activité principalement agricole, limitant les enjeux liés aux nuisances urbaines. Les principaux équipements (mairie, église, salle communale) sont localisés dans le centre du village, à distance du site étudié.

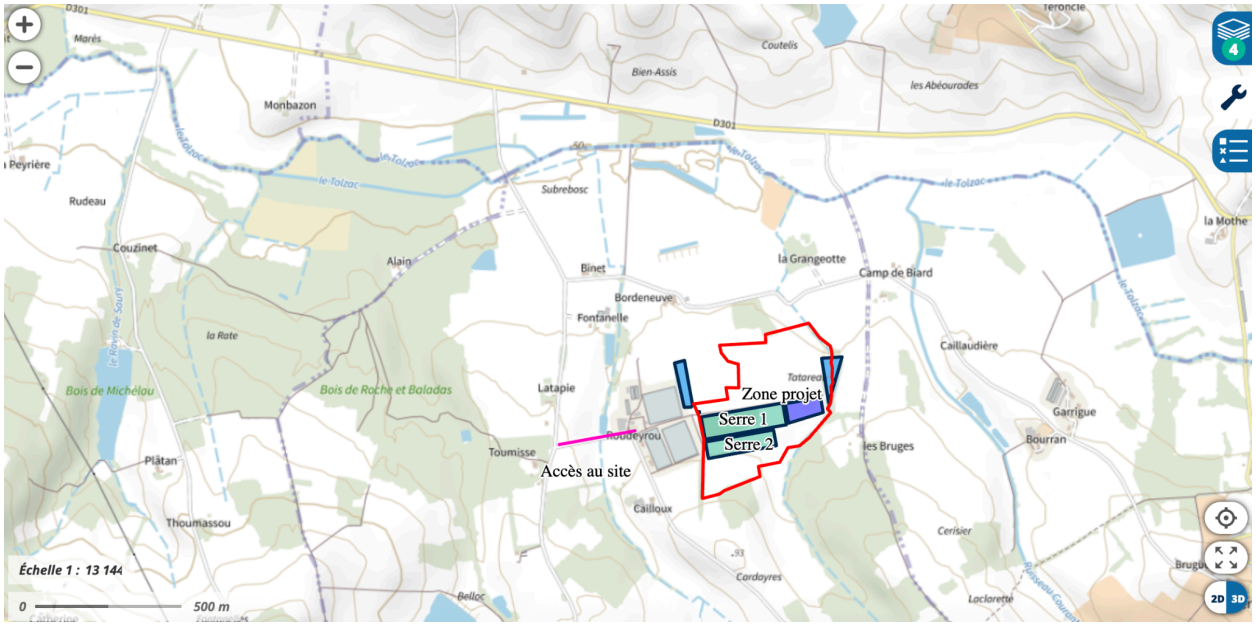
L'environnement humain peut ainsi être qualifié de rural, peu dense et marqué par une forte identité agricole et patrimoniale.

5.3 Perceptions du projet

5.3.1 Voies de communication

Une voie de communication départementale se trouve au nord du projet : la D301. Elle relie les communes de Monclar et Grateloup-Saint-Gayrand.

L'accès au site se fera par une voie communale au sud de la D301 qui dessert la route de Roudayrou.



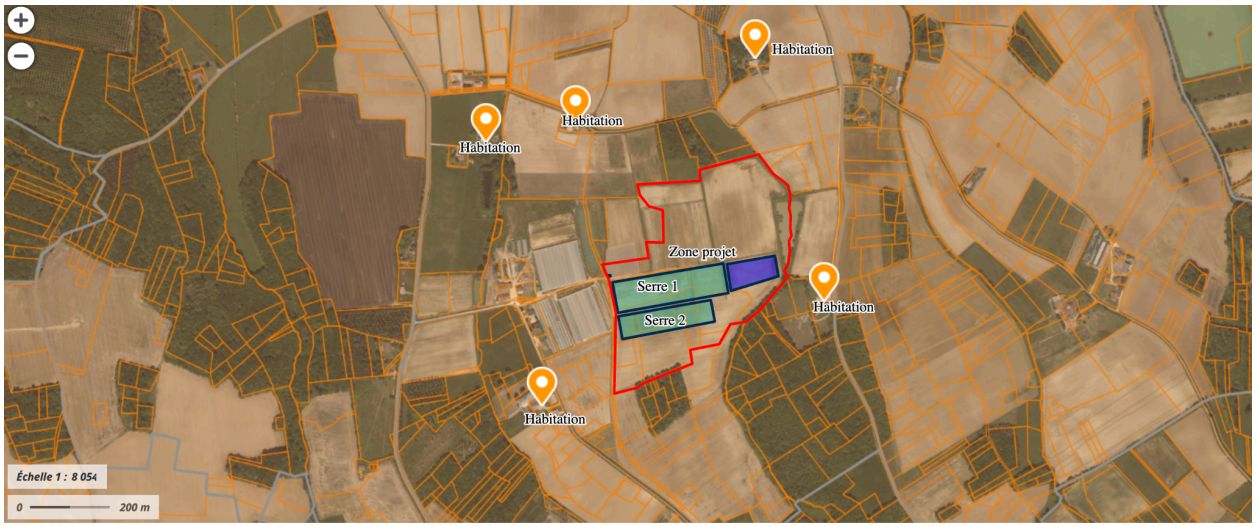
5.3.2 Habitats riverains

Quelques habitations sont situées à proximité du projet :

- une habitation au sud sur la route de Roudayrou
- une seconde habitation à l'est accessible à partir de la route de Camp de Biard

Les habitations voisines du projet auront une sensibilité modérée à forte vis-à-vis du projet au regard du projet de serre agricole qui s'insère dans un paysage agricole et maraîcher, intégrant la présence de divers hangars agricoles, et serres

L'implantation de haies paysagères permettra d'assurer une seconde couverture visuelle.



5.4 Synthèses des sensibilités paysagères

L'insertion paysagère du projet sera facilitée par les caractéristiques d'une serre agricole dans un paysage agricole et maraîcher en transformation avec la présence déjà croissante de serres et tunnels plastiques.

Les monuments et sites patrimoniaux sont situés en retrait et ne font pas l'objet de co-visibilités potentielles.

Le projet se situera à une distance d'environ 200m des premières habitations et s'inscrit dans un contexte déjà anthropisé (présence **serres**, **hangars** agricoles et **bâtiments** agricoles **solarisés**).

	Covisibilités avec le patrimoine	**Perceptions depuis l'habitat riverain**	**Perceptions depuis les voies de communications importantes**	**Insertion paysagère au regard du contexte végétal et topographique**
Sensibilité forte				
Sensibilité modérée		Visibilité directe depuis quelques maisons d'habitation au sud et au nord du terrain d'assiette qui a déjà de la visibilité sur des	Visibilité directe depuis la D301	Le paysage à proximité du site est vallonné ce qui génère une visibilité à partir des zones amont.

		serres et tunnels actuellement		Le projet de serre s'insère cependant dans un paysage agricole et maraîcher existant avec la présence actuelle de serres.
Sensibilité faible				
Sensibilité Nulle	Aucune covisibilité depuis un monument historique			

5.4.1 Mesures de réduction et d'accompagnement

La sensibilité globale en matière de perception est faible à forte, compte tenu du contexte paysager, des éléments présents dans le paysage, des voies de communication, des boisements et des habitations.

Considérant le contexte en partie anthropisé et agricole du secteur d'implantation, la réalisation de bâtiment à caractère agricole tout à fait commun pour ce type d'usage permet de considérer un i**mpact paysager faible**.

D'autant que la serre agricole photovoltaïque aura une hauteur maximum de 7m.

⇒ **Mesures d'évitement:** Le projet ne prévoit aucune suppression d'arbres ou d'alignements sur sa périphérie. Des mesures d'évitement ne sont pas nécessaires.

⇒ **Mesures de réduction:** Afin de réduire l'incidence visuelle du projet, quelques mesures ont été retenues sur la configuration même du projet :

- Les postes de transformation et onduleurs seront minimisés et répartis au plus proches de la serre.

- Le poste de livraison sera accompagné d’espèces buissonnantes et sera d’un RAL proche de son environnement immédiat.
- Des plantations diversifiées entre la serre et les voiries bordant le site favoriseront son insertion dans le
- paysage local.
- Les ouvrages de rétention des eaux pluviales seront végétalisés.
- Les pistes périphériques seront traitées en grave naturelle

L’impact global du projet sur le paysage, sans mesure, est faible depuis les secteurs plus éloignés et faible à modéré depuis les abords. L’incidence est donc minimisée par les mesures décrites si avant.

L’incidence paysagère résiduelle du projet sera faible

6. SYNTHESE DES ENJEUX, IMPACTS DU PROJET ET MESURES ASSOCIEES

Thématique	Enjeux environnementaux	Impacts potentiels du projet	Mesures d'évitement, réduction ou accompagnement	Sensibilité globale / impacts après projet
Occupation du sol / foncier agricole	Préservation des terres agricoles et maintien de l'activité	Artificialisation légère liée aux fondations et pistes	Serre dédiée à la production agricole ; absence de changement de destination du sol ; maintien de l'usage agricole	Nuls
Paysage	Intégration dans un paysage agricole ouvert	Modification locale de la perception visuelle	Implantation en zone agricole homogène ; hauteur et teintes adaptées ; absence de covisibilité forte avec les bourgs	Modérés
Biodiversité – milieux naturels	Préservation des habitats et espèces communes	Impacts faibles et localisés lors des travaux	Travaux hors période sensible ; emprise limitée ; absence de destruction d'habitats remarquables	Faibles
Continuités écologiques	Maintien des trames vertes et bleues	Pas de coupure écologique significative	Implantation hors corridors identifiés ; sols majoritairement perméables	Nuls
Eau – hydrologie	Préservation des écoulements naturels et de la qualité de l'eau	Modification du ruissellement en phase exploitation	Gestion des eaux pluviales par infiltration ; pas de rejet direct vers les cours d'eau	Faibles
Zones humides	Protection des zones humides existantes	Absence d'impact direct	Implantation hors zones humides référencées ; absence de drainage ou de remblai	Faibles
Sols	Préservation des fonctionnalités agronomiques	Tassement ponctuel en phase chantier	Organisation du chantier ; fondations ponctuelles ; maintien de la structure du sol agricole	Modérés

Risques naturels	Prise en compte des aléas (inondation, retrait-gonflement)	Exposition faible	Projet compatible avec les documents de prévention ; structures adaptées	Modérés
Nuisances chantier	Limitation des nuisances pour le voisinage	Bruit et poussières temporaires	Chantier de courte durée ; horaires maîtrisés ; absence de trafic lourd permanent	Faibles
Énergie et climat	Contribution à la transition énergétique	Impact positif	Production d'électricité renouvelable ; cohérence avec SRADDET et objectifs régionaux	Positif
Compatibilité urbanistique	Respect des documents de planification	Aucun impact négatif	Projet conforme au zonage agricole et aux orientations du SCoT / PLUi	Nuls
Patrimoine culturel et bâti	Protection du patrimoine local	Absence d'impact	Aucun monument historique ou site patrimonial à proximité immédiate	Nuls
Cumul d'impacts	Effets cumulés avec d'autres projets	Effets négligeables	Projet isolé, de taille limitée, sans synergie négative identifiée	Nuls